



POUR UN PARLEMENT EUROPÉEN MOTEUR DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Les élections européennes : un moment politique stratégique

Les élections des eurodéputés se tiendront dans toute l'Union européenne en mai prochain.

Alors que l'UE représente un système politique créateur de règles contraignantes et prescripteur de nombreuses politiques publiques pour les Etats membres, notamment en matière de protection de la nature et de l'environnement, la participation des citoyens aux élections européennes depuis 1979 recule.

France Nature Environnement est attachée à l'échelon européen pour protéger efficacement la nature et l'environnement. La lutte contre certaines pollutions doit impérativement avoir un volet supranational pour être efficace. La pollution de l'air ou des eaux par exemple ne s'arrête pas aux frontières. Il en va de même des changements climatiques : notre planète est une et entière et l'action d'un seul pays ne suffira pas à nous sauver. C'est pourquoi nous contribuons aux travaux de nos différentes fédérations européennes¹ et du Conseil économique et social européen. Nous œuvrons également pour l'intégration et la transposition du droit européen le plus protecteur de l'environnement dans le droit français.

Par ailleurs, ces élections prendront place dans un contexte inquiétant de montée des populismes et nationalismes dans plusieurs pays d'Europe, portant des messages de repli sur soi et de rejet de l'autre qui sont contraires aux valeurs de solidarité et d'humanisme de FNE.

France Nature Environnement considère donc que cette échéance électorale européenne est un moment politique majeur, au même titre que les élections nationales et locales.

L'Union européenne dans une impasse plus qu'inquiétante

Faisant le constat d'une dérive de l'ambition européenne et d'une méfiance croissante des citoyens à l'égard de l'Union européenne, France Nature Environnement exprime ses vives inquiétudes et dénonce la conduite et les orientations actuelles des politiques européennes.

En effet, les tentatives de dérégulation du droit européen de l'environnement ont été nombreuses durant la dernière mandature de la Commission européenne. Les conflits d'intérêt concernant de nombreuses expertises persistent. Quant aux Conseils européens, ils ont souvent accentué cette tendance de fond à considérer la protection de l'environnement comme un frein au développement économique. FNE regrette les orientations que prend l'Union européenne qui a pourtant été depuis son origine à la pointe d'un certain nombre de législations protectrices de notre environnement.

L'idéologie économique ultralibérale associée à la réduction drastique des dépenses publiques a en outre sérieusement aggravé ces dernières années les niveaux de pauvreté et de précarité, a réduit la protection sanitaire et ce sans porter l'attention nécessaire à la crise écologique. En outre, les négociations commerciales bilatérales entre l'Union européenne, les Etats Unis et le Canada conduites depuis plusieurs mois dans des conditions d'opacité alarmantes, ne font qu'aggraver les inquiétudes d'une mise à mal sérieuse de nos niveaux de protection environnementale, sociale et sanitaire.

¹ Bureau Européen de l'Environnement, Transport & Environnement, HEAL, *Seas at Risk ECOS (European Environmental Citizens Organisation for Standardisation)* et MIO-ECSDE (*Mediterranean Information Office for Environment, Culture and Sustainable Development*)



Mobilisons-nous pour un nouveau souffle européen pour la transition écologique

Cette impasse n'est pas une fatalité. Nos voix en faveur d'une Union porteuse d'un projet d'avenir généreux porté par un Parlement qui ait enfin le dernier mot, pèseront d'autant plus qu'elles seront nombreuses.

Face aux défis globaux que représentent les dérèglements climatiques et l'érosion de la biodiversité, nous avons besoin d'une Union européenne moteur dans la diplomatie environnementale et de politiques publiques européennes ambitieuses ainsi qu'une harmonisation législative entre Etats membres. Tous les scientifiques tirent le signal d'alarme tant en termes de catastrophe climatique que d'érosion forte de la biodiversité. Dans ce contexte, tous les décideurs qui ne s'engagent pas résolument auront une part de responsabilité dans ce qui pourrait apparaître comme un crime contre toute l'humanité. On ne pourra pas dire « on ne savait pas ! ».

C'est pourquoi FNE appelle les citoyens non pas à se détourner de l'UE, mais à se mobiliser pour en faire une Europe protectrice de l'environnement et des valeurs humanistes, en votant aux prochaines élections et en faisant savoir que la protection de l'environnement est un enjeu majeur pour eux et qu'il est grand temps d'engager des politiques allant entièrement dans ce sens.

L'UE doit redéfinir une Directive cadre sur les sols, afin de lutter contre l'excès d'artificialisation et de protéger leur biodiversité, indispensable à la vie.

Une réforme radicale de sa politique agricole doit être mise en œuvre en urgence, car l'agriculture est à la fois un des problèmes et une des solutions au changement climatique, selon la forme qu'elle revêt et les pratiques associées. Le budget conséquent alloué à la Politique agricole commune (PAC), doit être orienté dans le sens de la participation à l'atténuation, et aussi dans le sens d'une plus grande prise en compte de la santé publique, en lien avec une alimentation saine et durable. C'est pourquoi FNE soutient le développement d'une PAAC, une politique alimentaire et agricoles commune, dont la nouvelle PCP (politique commune des pêches) pour le bien commun de tous les européens.

Nous demandons également aux eurodéputés plus de transparence et plus de lien avec les citoyens.

Le nouveau Parlement européen aura une responsabilité et des marges de manœuvre pour peser sur les orientations politiques de l'Union européenne et devra être un acteur de taille de la transition écologique. C'est pourquoi France Nature Environnement soutient et relaie le manifeste ci-dessous auprès des candidats².

MANIFESTE DE LA COALITION GREEN 10 SOUTENU PAR FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

En mai 2019, tous les citoyens de l'UE seront appelés aux urnes pour élire le prochain Parlement européen, et contribuer à déterminer quelle force politique dirigera la Commission européenne. Cela ouvre l'opportunité d'une Union européenne revitalisée, plus juste et plus démocratique.

Cela ouvrirait aussi la voie à la transition écologique de notre société, telle que prévue par les Objectifs de Développement Durable et l'Accord de Paris.

Une Europe qui priorise le bien-être de la population et de la planète contribuera également à relever les défis liés aux migrations, la sécurité et de la compétitivité. Une stratégie européenne sur la migration et la sécurité qui au contraire ignorerait les risques posés par les changements climatiques serait vouée à l'échec. De même, la compétitivité économique sera de courte durée si l'Europe n'accélère pas le développement des technologies

² La Coalition des Green 10 regroupe les dix plus gros réseaux et organisations environnementaux actifs au niveau européen. Le Bureau Européen de l'Environnement, HEAL et Transport & Environment dont FNE est membre en font partie.

d'avenir propres et à faible teneur en carbone, ne devient pas plus économe en ressources et ne respecte pas les limites de notre planète.

La coalition Green 10, qui représente des dizaines de millions de citoyen.ne.s à travers l'Europe, appelle les groupes politiques, les candidat.e.s aux élections européennes et les dirigeant.e.s européen.ne.s à promouvoir:

1. Une Union européenne qui fait de la protection de l'environnement et de l'action climatique ses priorités absolues. Le monde a une période de 10 à 15 ans pour limiter l'impact des changements climatiques, inverser la perte de biodiversité et découpler les activités économiques des dommages environnementaux et sociaux. Les transformations indispensables au cours de la prochaine décennie nécessitent détermination et volontarisme au plus haut niveau. Le nouveau Parlement européen doit charger le ou la président.e de la Commission de mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable (ODD), qui doivent servir de cadre général au développement de l'UE jusqu'en 2030. Ce.tte président.e doit travailler en tandem avec les vice-président.e.s pour l'action climatique et les ressources naturelles, afin que soient mis en œuvre les ODD et l'Accord de Paris sur le climat.

2. Une Union européenne qui respecte l'état de droit et renforce la société civile. L'une des plus grandes réussites historiques de l'UE a été le développement pacifique de la démocratie et de l'état de droit sur la plus grande partie du continent. Une société civile organisée, une presse libre ainsi qu'un pouvoir judiciaire indépendant, jouent un rôle essentiel dans le contrôle de l'action publique et dans la responsabilisation de celles et ceux qui sont au pouvoir. Leur participation dans le processus décisionnel européen devrait être protégée. La nouvelle Commission européenne et le nouveau Parlement doivent soutenir les citoyen.ne.s et les organisations de la société civile, et utiliser leurs pouvoirs législatifs et budgétaires pour garantir que tous les gouvernements de l'UE respectent l'état de droit.

3. Une meilleure gouvernance, pas de déréglementation. Une autre des avancées majeures de l'UE a été sa volonté constante d'adopter des règles communes pour protéger l'environnement, la santé publique, les droits des travailleurs et des consommateurs. Ces règles sont un modèle pour le reste du monde. La prochaine génération de dirigeants de l'UE doit mettre fin à la déréglementation en cours et au contraire mieux réglementer pour davantage protéger l'intérêt général. Les règles de l'UE doivent être fondées sur les meilleures données scientifiques disponibles, une véritable consultation des parties prenantes et l'élaboration en temps voulu de réglementations correctement mises en œuvre et appliquées.

4. Une Commission européenne responsable et exemplaire. Le nouvel exécutif européen doit être désireux et capable de résister aux pressions des intérêts particuliers et des gouvernements nationaux, surtout lorsqu'il s'agit de faire respecter les règles. La nouvelle Commission doit dépolitiser l'application des règles de l'UE et reprendre son rôle de garde-fou indépendant et efficace qui veille au respect de la législation de l'UE. Pour gagner la confiance du public et garantir la légitimité et la crédibilité du projet européen, les institutions de l'UE elles-mêmes, et les commissaires en particulier, doivent respecter les standards les plus élevés de transparence, d'intégrité et de responsabilité publique.

10 victoires pour la population et la planète

1. Un leader mondial dans la lutte contre les changements climatiques. En signant l'Accord de Paris sur le changement climatique, l'UE a accepté d'agir pour limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 ° C. Pour ce faire, elle doit considérablement revoir à la hausse ses objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de développement des énergies renouvelables et d'économies d'énergie à échéance de 2030. L'UE doit complètement décarboner son économie d'ici le milieu du siècle. Cela signifie mettre fin à l'utilisation du charbon, du pétrole et du gaz, tout en s'éloignant des alternatives nocives, telles que la bioénergie non durable, l'énergie nucléaire et les méthodes de géo-ingénierie pour réduire les émissions de carbone. Cela doit également

s'accompagner d'un désinvestissement total de la part des fonds publics dans la pollution par le carbone et un investissement dans une économie durable.

2. Des écosystèmes en bonne santé. L'UE s'est engagée à stopper la perte de biodiversité et à mettre fin à la surpêche et à la déforestation d'ici 2020. Malgré quelques progrès limités, les espèces végétales et animales continuent de disparaître à un rythme alarmant, principalement à cause de l'agriculture industrielle, du développement d'infrastructures, et des changements climatiques. L'UE doit renforcer le contrôle de l'application de ses lois sur la nature, les espèces marines et les espèces exotiques envahissantes, et mettre en œuvre, plutôt que réviser, sa loi-cadre sur l'eau. Elle doit allouer suffisamment de ressources budgétaires pour protéger la nature, passer d'une logique de gestion de la pêche à une logique de conservation des océans, réformer radicalement sa politique agricole, inverser la déforestation mondiale et contribuer à restaurer la nature.

3. Un air propre pour tout·e·s. La nouvelle Commission et le Parlement européen doivent agir rapidement face à la pollution la plus dangereuse pour la santé en Europe. La pollution de l'air cause plus de 400 000 décès prématurés chaque année dans l'UE. Elle exacerbe les maladies chroniques et entraîne d'énormes coûts sanitaires, environnementaux et économiques. La nouvelle Commission et les député·e·s doivent veiller à la pleine application des lois européennes sur la qualité de l'air, résister aux tentatives des gouvernements européens de les affaiblir, introduire de nouvelles règles pour lutter contre les principales sources de pollution (dans les secteurs des transports, de l'énergie, du chauffage, de l'industrie et de l'agriculture) et mettre à jour ses normes de qualité de l'air pour les aligner sur celles de l'Organisation mondiale de la santé.

4. Un leader mondial du transport propre. Le scandale du Dieseltgate a révélé les défaillances des efforts de l'UE pour réduire les émissions des voitures et des camions, mais il offre également une opportunité unique d'accélérer la transition vers une mobilité véritablement propre. Le prochain Parlement européen doit légiférer afin d'éliminer les polluants, le bruit et les émissions de CO₂, notamment en mettant en place une stratégie pour faire de l'Europe un leader mondial des mobilités propres.

5. Un budget de l'UE répondant aux défis environnementaux de l'Europe et du monde. Le budget actuel de l'UE est en grande partie contradictoire avec les objectifs européens et internationaux en matière de durabilité et de protection du climat et de l'environnement. La proposition récemment publiée par la Commission pour le prochain budget de l'UE ne prévoit pas la réelle transformation nécessaire pour faire des changements climatiques et de l'environnement des priorités après 2020. Le prochain budget doit être conforme aux engagements internationaux sur le changement climatique, la biodiversité et le développement durable. Il doit inclure un objectif de dépenses obligatoires clairement défini de 50% pour les changements climatiques et la nature à travers tous les instruments budgétaires, tout en excluant les combustibles fossiles de tous les programmes. En outre, le financement du programme LIFE de l'UE devrait représenter au moins 1% du budget total.

6. Détoxifier l'avenir de l'Europe. De nombreux produits contiennent des substances chimiques telles que des plastiques, des retardateurs de flamme ou des nanomatériaux. Ils menacent la faune, l'environnement et la santé publique - augmentant le risque de maladies graves telles que le cancer, les problèmes d'infertilité et les troubles du neurodéveloppement. Ils représentent aussi un poids financier significatif. L'UE doit réduire l'exposition des personnes aux produits chimiques dangereux, tout en accélérant la substitution par des alternatives plus sûres. Elle doit légiférer pour protéger l'environnement et la santé des personnes contre les pesticides, les perturbateurs endocriniens et l'empoisonnement par le plomb, le mercure et autres produits chimiques toxiques.

7. Économie circulaire propre: utiliser moins de ressources et harmoniser les lois sur les produits chimiques, les produits et les déchets. La culture européenne du jetable aggrave les inégalités sociales, menace la santé publique et épuise les ressources à travers le monde. Une mauvaise coordination entre les lois sur les substances chimiques, les produits et les déchets ne garantit pas l'absence de substances chimiques toxiques

dans les produits recyclés. L'UE a besoin de politiques cohérentes pour prévenir le gaspillage et promouvoir l'utilisation de produits sans substances toxiques, durables et réparables. Les substances dangereuses ne devraient pas resurgir dans les produits recyclés. Un tel changement est nécessaire et permettra de faire des économies, de créer des nouveaux emplois, d'améliorer la santé de la population et d'obtenir un environnement plus sûr.

8. Une Europe plus transparente, démocratique et responsable. L'UE doit garantir le droit à l'information, à la participation et à la justice pour tou.te.s. Elle doit cesser d'enfreindre la Convention d'Aarhus et améliorer l'accès à la justice. L'UE doit assurer une plus grande transparence dans les processus décisionnels et le lobbying, tout en améliorant les restrictions sur les pratiques de pantouflage (« revolving door »). Cela est nécessaire pour renforcer la légitimité de l'UE, garantir une participation équilibrée des parties prenantes, empêcher les entreprises d'interférer dans les processus décisionnels et éviter les conflits d'intérêts.

9. Des accords commerciaux qui servent les personnes, pas les intérêts des grandes entreprises. Les futures relations commerciales de l'UE doivent toutes privilégier l'intérêt général, au lieu de chercher à maximiser les volumes d'échanges et à minimiser les coûts pour les multinationales. Les dispositions spéciales d'arbitrage pour les investisseurs étrangers doivent être exclues de tous les accords commerciaux actuels et futurs. L'Accord de Paris sur le changement climatique, les clauses de non-régression environnementale et d'engagement à « ne pas nuire » doivent être incluses dans tous les accords de libre-échange européens, avec des chapitres relatifs au développement durable juridiquement contraignants et pleinement applicables.

10. Une Europe durable qui respecte les limites de la planète. Afin de respecter les volets environnementaux du programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et de veiller à ce que l'Europe reste dans la limite de ses moyens écologiques, l'UE doit lancer un ambitieux huitième programme d'action pour l'environnement. L'approche actuelle de l'économie axée sur le PIB est à l'origine de l'épuisement des ressources et l'extinction des espèces, ainsi que de l'augmentation des inégalités, de la dette et de la paupérisation d'un nombre toujours plus grand de travailleurs. L'Europe a de toute urgence besoin de nouvelles politiques économiques créatrices de bien-être pour tous, dans les limites des écosystèmes qui eux-mêmes sont à l'origine de et permettent la vie. Elle doit empêcher que les coûts de la pollution de l'environnement ne soient répercutés sur les générations futures.